

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 30 JUIN 1926.

Projet de loi

allouant des crédits supplémentaires au Budget du Congo Belge de l'exercice 1925, autorisant des régularisations à charge de ce Budget, de dépenses ordinaires appartenant à des exercices clos et ouvrant des crédits pour dépenses extraordinaires (1).

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION PERMANENTE DES COLONIES (2).
PAR M. Louis PIÉRARD.

MESSIEURS,

A première vue, il peut paraître étrange et fâcheux que ce rapport soit déposé maintenant seulement, puisque le projet comporte des crédits destinés à couvrir notamment des dépenses de l'exercice 1924. Mais le Gouvernement s'est expliqué lui-même sur certaines causes de ce retard, à la fin de l'exposé des motifs du projet de loi déposé sur le bureau de la Chambre le 10 décembre 1925 :

« Le Gouvernement de la Colonie aurait dû saisir le Parlement de la présente demande de crédit dès le début de l'année en cours ; malheureusement, quand le programme développé aux tableaux joints au présent projet de loi fut définitivement arrêté, c'est-à-dire vers mars dernier, la session parlementaire 1924-1925 était close.

» La session extraordinaire ouverte le 28 avril 1925, consacrée exclusivement à la validation des pouvoirs et à la discussion de la déclaration ministérielle, interrompue dès le 22 mai pour n'être reprise effectivement que le 2 juillet, a été de si courte durée, qu'il eût été excessif au regard de la somme de travail que le Parlement avait encore à accomplir à ce moment, de le saisir d'un nouveau projet de loi de Budget pour la Colonie, alors qu'aucune des lois de Budget déposées au cours de la session ordinaire n'avait été discutée et votée.

» L'urgence était rendue moins impérieuse par le fait que le budget ordinaire

(1) Projet de loi, n° 64.
Amendements, n° 289.

(2) La Commission, présidée par M. Tibbaut, était composée de MM. Branquart, Briart, Carton, Carton de Wiart, de Béthune, Fischer, Franck, Hubin, Mathieu, Max, Piérard, Renkin, Sap, Van de Vyvere, Van Hoeyland.

de 1924 est valable pour 1925 (1) et que les budgets extraordinaires antérieurs à 1925 peuvent être exécutés pendant cinq ans.

» Le présent projet de loi contient une disposition ayant pour objet de proroger jusqu'au 31 octobre 1926, le délai des opérations de recettes et de dépenses ordinaires de la Colonie afférentes à l'exercice 1925 qui, en exécution de la loi initiale du 25 juillet 1924, contenant le Budget général du Congo belge pour l'exercice 1924, s'appliquant également à l'exercice 1925, expire le 31 décembre 1925 ».

A ces considérations, il est bon d'ajouter que la Commission des Colonies, saisie tardivement, avait désigné un rapporteur. Mais celui-ci, ayant été appelé dans les conseils de la couronne, il fallut pourvoir à son remplacement.

Il n'en reste pas moins, qu'à côté de certains avantages, on peut apercevoir aujourd'hui les inconvénients que présente le système du budget dressé pour deux exercices.

Les crédits, sollicités au tableau A pour un montant de fr. 44,112,212.34, portés à fr. 44,561,212.34 par trois amendements que le Gouvernement a introduits, le 3 mai dernier, doivent servir notamment à couvrir des augmentations de traitements et d'indemnités familiales pour le personnel de la Colonie, les salaires et l'entretien du personnel noir des divers services de la Colonie.

Cette dernière dépense est compensée au budget des Voies et Moyens par une recette provenant du remboursement des prestations fournies par ce personnel noir.

On aimerait connaître le détail d'une dépense supplémentaire de 217,250 francs pour le service des conférences populaires et informations. Quelle sera la dépense totale de ce service?

En résumé, ainsi amendé, le budget ordinaire pour l'exercice 1925 accusera un déficit probable d'environ 42.900,000 francs. Mais un membre de la Commission a fait observer que d'après les renseignements que possède dès à présent le Département des Colonies il y aura une plus-value d'impôts qui compensera ce déficit dans une mesure appréciable.

* * *

Quant aux services extraordinaires, ils comportent surtout des dépenses pour l'exécution de grands travaux d'utilité publique, autorisés par la loi du 21 août 1921 et qui mettraient en valeur la Colonie (transformation de la ligne Matadi-Léopoldville, construction et équipement du chemin de fer B. C. K., amélioration des ports de Matadi, Ango-Ango, Boma, Kinshassa, etc., exécution du programme routier).

L'Exposé des motifs donne des détails intéressants sur le degré d'avancement de ces différents travaux. Déjà, les effets s'en font sentir. Le trafic sur la ligne Matadi-Léo est passé de 4,000 à 10,000 tonnes. Mais ce chiffre est encore bien inférieur aux engagements pris par la Compagnie : 40,000 tonnes dans chaque sens et par an.

. . .

L'avancement des travaux est subordonné aux possibilités de recrutement de la main-d'œuvre.

(1) *Note du rapporteur* : En vertu de l'article 12 de la loi sur le gouvernement du Congo belge, amendée par la loi du 12 août 1923, qui permet de dresser le budget pour deux ans.

Voici ce que dit à ce propos l'Exposé des motifs :

« Indépendamment des 5,000 hommes occupés à l'exploitation, 6,000 hommes sont actuellement sur les chantiers de construction, 13,000 hommes seraient nécessaires d'après les dernières estimations de la Société.

» Le Gouvernement comprend que la Colonie ne connaîtra la vraie prospérité qu'à l'achèvement de la ligne : il fera donc tout ce qui est en son pouvoir pour aider la Compagnie à trouver la main-d'œuvre nécessaire. Il se voit cependant obligé de déclarer, ne serait-ce que pour répondre aux injonctions de ceux qui semblent ignorer que la population du Congo n'est que de 4 habitants par kilomètre carré, ou qui ne se laissent arrêter par aucune considération « sentimentale », qu'il n'ira pas dans son effort de recrutement jusqu'à méconnaître ni les lois de l'humanité, ni le souci de conserver à la Colonie une population saine, indispensable dans l'avenir autant que dans le présent. »

Le Gouvernement de la Colonie n'en a pas moins demandé au Conseil Colonial d'autoriser pour deux ans le recrutement forcé de 9,000 travailleurs noirs destinés aux travaux du chemin de fer Matadi-Léo. Cette autorisation a été accordée par un décret du 13 mai 1926. Si, comme on le déclare, le mal est inévitable, des précautions suffisantes ont-elles été prises pour en atténuer les effets et assurer à la main-d'œuvre indigène des conditions de transport, d'hygiène, de logement, de travail et de salaire vraiment humaines ?

Certaines communications faites au dernier Congrès colonial de Bruxelles, notamment par le R. P. Legrand au sujet du travail forcé, nous font un devoir de nous montrer plus vigilants que jamais pour la protection de la race noire.

Sous le bénéfice de ces observations, la Commission demande à la Chambre de voter le projet de loi qui lui est soumis.

Le Rapporteur,

LOUIS PIÉRARD.

Le Président,

E. TIBBAUT.



(4)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 30 JUNI 1926.

Wetsontwerp

tot verleenng van aanvullende credieten op de Begrooting van Belgisch-Congo voor het dienstjaar 1925, tot machtiging van regelingen, ten laste dezer Begrooting, van tot afgesloten dienstjaren behorende gewone uitgaven en opening van credieten voor buitengewone uitgaven ⁽¹⁾.

Verslag

NAMENS DE BESTENDIGE COMMISSIE VOOR DE KOLONIËN (2)
UITGEBRACHT DOOR DEN HEER Louis PIÉRARD.

MIJNE HEEREN,

Bij den eersten aanblik, kan het vreemd en bedenkelijk voorkomen dat dit verslag eerst nu wordt ingediend, gezien het ontwerp credieten behelst welke namelijk uitgaven van het dienstjaar 1924 moeten dekken. Doch de Regeering zelf heeft die vertraging verklaard aan het slot harer Memorie van Toelichting van het wetsontwerp dat ten Bureele werd neergelegd op 10 December 1925 :

« Het Beheer der Kolonie had de onderhavige crediet-aanvraag aan het Parlement moeten overmaken van in het begin van het loopend jaar ; ongelukkiglijk, wanneer het programma in de bij dit wetsontwerp behorende tabellen uiteengezet, voor goed was opgemaakt, 't is te zeggen rond einde Maart l.l., was de Parlementaire zitting 1924-1925 gesloten.

» De op 28 April 1925 geopende buitengewone zitting, uitsluitelijk aan het onderzoek der geloofsbrieven en aan de bespreking der ministerieele verklaring gewijd, van af 22 Mei onderbroken om werkelijk slechts den 2^{en} Juli te hernemen, was van zóó korten duur, dat het overbodig ware geweest, rekening houdend met de groote massa werk dat het Parlement toen nog te verrichten had, bij hetzelfde een nieuw wetsontwerp van Begrooting voor de Kolonie aanhangig te maken, wanneer geene enkele der in den loop van den gewonen zitting neergelegde begrootingswetten besproken of goedgekeurd was geworden.

» De dringendheid was minder gebiedend door het feit dat de Gewone Begroo-

(1) Wetsontwerp, n^o 65.

Amendementen, n^{os} 289.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Tibbaut, bestond uit de heeren Branaert, Briart, Carton, Carton de Wiart, de Béthune, Fischer, Franck, Hubin, Mathieu, Max, Piérard, Renkin, Sap, Van de Vyvere, Van Hoeylandt.

ting van 1924 voor 1925 (1) geldig is en dat de Buitengewone Begrootingen van vóór 1925 gedurende vijf jaar mogen worden uitgevoerd.

» Onderhavig wetsontwerp bevat eene schikking hebbende voor doel de verlenging tot op 31 October 1926 van den termijn betreffende de verrichtingen van de gewone ontvangsten en uitgaven der Kolonie, behoorende tot het dienstjaar 1925 welke, bij uitvoering der eerste wet van 25 Juli 1924, houdende de Algemeene Begrooting van Belgisch-Congo voor het dienstjaar 1924, ook toepasselijk op het dienstjaar 1925, op 31 December 1925 verstrijkt ».

Bij deze beschouwingen kan worden toegevoegd dat de laattijdig betrokken Commissie voor de Koloniën een verslaggever had aangeduid. Deze echter, in den Raad der Kroon geroepen zijnde, moest vervangen worden.

Blijft niet minder, dat naast sommige voordeelen, men thans de bezwaren ziet oprijzen van het stelsel der begrooting voor twee dienstjaren opgemaakt.

De credieten, voorzien in tabel A ten beloope van fr. 44,412,212.34, gebracht op fr. 44,561,212.34 door drie Regeeringsamendementen, op 5 Mei j.l. ingediend, moeten inzonderheid dienen om de verhoogingen van de wedden en gezinstoelagen voor het personeel der Kolonie, de salarissen en het onderhoud van het negerpersoneel in de onderscheidene diensten der Kolonie te dekken.

Deze laatste uitgave wordt in de Begrooting van 's Lands Middelen vergoed door een ontvangst ontstaan door terugbetaling van de door dit negerpersoneel geleverde diensten.

Graag zou men de omstandige opgave kennen van eene bijkomende uitgave, groot 217,250 frank, voor den dienst der volksconferentiën en inlichtingen. Welke zal de gezamenlijke uitgave van dezen dienst zijn?

Kortom, de gewone begrooting voor 1925, aldus gewijzigd, zal een vermoedelijk tekort van ongeveer 42,900,000 frank opleveren.

Een lid van de Commissie heeft echter doen opmerken dat, volgens inlichtingen welke het Departement van Koloniën thans reeds bezit, er eene meerdere ontvangst van belastingen zou zijn, welke dit tekort in aanzienlijke mate zou vergoeden.

*
*
*

De buitengewone diensten omvatten inzonderheid uitgaven voor groote werken ten algemeenen nutte, bewilligd door de wet van 21 Augustus 1921 en welke de Kolonie rendeerend moet maken (transformatie van de lijn Matadi-Leopoldville, bouw en toerusting van den B.C.K.-spoorweg, verbetering van de havens Matadi, Ango-Ango, Boma, Kinshassa, enz., uitvoering van het wegenprogramma).

De Memorie van Toelichting geeft belangwekkende inlichtingen omtrent den staat van vordering van deze onderscheidene werken. Reeds kan men de uitslagen er van waarnemen.

Het verkeer op de lijn Matadi-Leo is van 4,000 tot 10,000 ton gestegen. Doch dit cijfer is nog zeer laag tegenover de verbintenissen van de Compagnie : 40,000 ton in elke richting en per jaar.

*
*
*

(1) Nota van den Verslaggever : Krachtens artikel 12 van de wet op het Gouvernement van Belgisch Congo, gewijzigd bij de wet van 12 Augustus 1923, waarbij wordt geoorloofd de begrooting voor twee jaar op te maken.

De vooruitgang der werken is ondergeschikt aan de mogelijkheid van arbeidskrachten aan te werven.

Ziehier hoe de Memorie van Toelichting zich daarover uitdrukt :

« Behalve de 5,000 in bedrijf gestelde werkkrachten, bevinden zich thans 6,000 man op de werven. Volgens de jongste ramingen der Vennootschap, zouden er 13,000 noodig zijn.

» Het Gouvernement begrijpt dat de Kolonie slechts met de voltooiing der lijn haren waren bloei zal bereiken : het zal dus al het mogelijke doen om de Vennootschap bij te staan in het vinden der noodige werkkrachten. Het ziet zich echter genoodzaakt te verklaren, al ware het alleen om te beantwoorden aan de aanmaningen van hen die schijnen te vergeten dat Congo's bevolking slechts 4 inwoners per vierkanten kilometer telt en die zich om geene enkele « gevoelsbeschouwing » bekommeren, dat het in zijne aanwervingsmiddelen niet tot de miskennis zal gaan van de wetten der menscheijkheid noch van de bezorgdheid om aan de Kolonie eene gezonde bevolking te verzekeren, onontbeerlijk zoo voor morgen als voor vandaag. »

Het Koloniaal Gouvernement heeft niettemin aan den Kolonialen Raad machtiging gevraagd om, voor twee jaar, ongeveer 9,000 negerarbeiders aan te werven voor de werken aan den spoorweg Matadi-Leo. Deze machtiging is verleend geworden bij decreet van 13 Mei 1926. Mocht, zooals men het verklaart, het kwaad onvermijdelijk zijn, heeft men dan genoegzame voorzorgen genomen om de gevolgen er van te verzachten en aan de inlandsche arbeiders menschenwaardige conditiën van vervoer, hygiëne, huisvesting, arbeid en salaris te verzekeren?

Sommige mededeelingen gedaan op het onlangs te Brussel, gehouden Koloniaal Congres, met name door den Eerw. P. Legrand, nopens den gedwongen arbeid, dwingen ons, meer dan ooit, de bescherming van het negerras niet uit het oog te verliezen.

Mits deze opmerkingen, vraagt de Commissie aan de Kamer, het haar voorgelegde wetsontwerp ongewijzigd te willen goedkeuren.

De Verslaggever,

L. PIÉRARD.

De Voorzitter,

EM. TIBBAUT.

